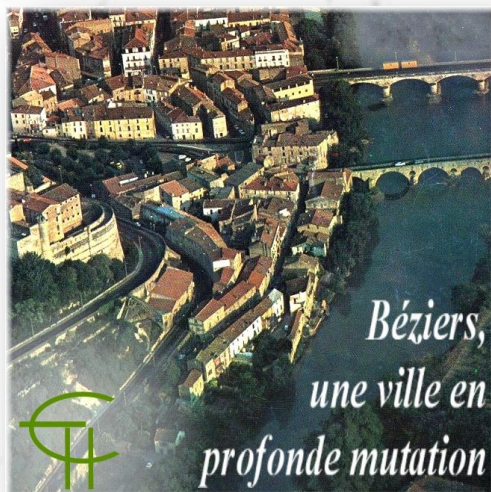


Article : Béziers, une ville en profonde mutation



Auteur (s) : Jacques ROUZIER

Nombre de pages : 9

Année de parution : 1982



BÉZIERS, UNE VILLE EN PROFONDE MUTATION

par Jacques ROUZIER.

À propos de Béziers, pour l'individu habitué à manier l'information statistique, à asseoir le plus fermement possible ses jugements sur des mesures chiffrées, il existe un écart considérable entre les conclusions auxquelles il aboutit et le discours le plus fréquemment utilisé par les responsables locaux. Certes l'économiste peut comprendre l'utilisation stratégique du langage. Dire que cela va mal peut justifier une demande d'aide au pouvoir central, insister sur un constat de carence tend parfois à rejeter la « faute » sur les responsables antérieurs. Mais l'utilisation d'un tel langage relève aussi de l'inconscient, de l'implicite elle risque à terme de susciter des attitudes, des anticipations, des actions en harmonie avec l'ambiance entretenue.

Pour ces deux raisons, il nous paraît nécessaire de réagir, de s'imposer de temps à autre une distance par rapport à l'habitude.

Sans se croire porteur de la vérité, l'économiste – et plus encore le chercheur – se doit par moment de recomposer l'image avec les instruments qui lui sont coutumiers. Il l'offre au public. Si elle concorde avec la conception ambiante, elle n'a pour résultat que de la conforter. Si la vision qu'il propose est discordante, il crée un contrepoint à l'image véhiculée. Par là, il suscite une réaction ; une réflexion constructive dont peuvent procéder de nouvelles conceptions que la société se donne d'elle-même. C'est du moins l'objectif que nous donnons à ces pages sur l'économie biterroise. (1).

LES RÉFÉRENCES BITERROISES

Sans mener de véritables recherches en la matière, il semble évident que la vigne reste tout à fait présente dans la symbolique biterroise. Du label de « capitale du vin » affiché aux entrées de la ville à la place du tonneau dans les festivités estivales, la volonté est évidente d'inscrire, de maintenir la ville dans sa tradition viticole que l'on se plaît fréquemment à faire remonter à l'époque romaine. De manière moins caricaturale, mais tout aussi certaine, la place de la vigne dans la presse locale, les références qui lui sont faites dans le discours politique constituent autant de jalons facilement identifiables sur le chemin commun de Béziers et de son vignoble. Il en serait de même si l'on portait son interrogation du côté de Narbonne. Mais avec Montpellier s'arrête l'assimilation, d'autres sédimentations sémiologiques sont venues occulter la face viticole de la société locale.

S'il était nécessaire de justifier le maintien du couple Béziers-vigne, le paysage biterrois serait l'argument irréfutable. Au plan de la vie sociale, de l'économie, il faudrait remonter plus loin dans le passé. Béziers a quelques reconnaissances à exprimer à la vigne. Alain Berger et Frédéric Maurel montrent la fructueuse conjugaison des deux éléments au cours du XIX^e siècle (2). Un chiffre l'identifie : de 1846 à 1907, la population triple presque ; elle passe de 19 à 52 000 habitants. Au cours de la même période Montpellier ne double même pas. Les auteurs cités dissèquent et expliquent cet essor d'une construction économique cohérente, complète depuis la constitution du vignoble jusqu'à son approvisionnement en consommations intermédiaires et à l'écoulement de sa production par les activités urbaines. Cette structuration superbe donnait des résultats économiques à sa dimension elle modelait la vie sociale à travers l'immigration, l'instruction, l'habitat, les consommations, l'urbanisme, les loisirs et la vie artistique.

Puis tout cela s'est effrité progressivement, laissant à la fois le goût amer d'un échec et l'image d'un rêve doré, réalisé, puis évanoui. C'était l'époque où Béziers obligeait Montpellier à partager sa tutelle économique selon les termes d'A. Berger et F. Maurel.

Cette référence permanente, d'origine historique, est certaine. Elle se double d'une autre comparaison, née dans les années récentes, celle qui situe Béziers en référence systématique à Montpellier. Elle aussi apporte sa dose d'insatisfaction. Il est indubitable que la croissance démographique montpelliéraine est sans commune mesure avec celle de Béziers. De 1954 à 1975, la première voit sa population pratiquement multipliée par deux, l'autre n'enregistre qu'une croissance de 29 %. Dans un terme plus récent (1968-1975), Montpellier accroît son capital démographique de 18 %, Béziers de 6 seulement. Les différences sont énormes et contribuent largement à installer Béziers dans un sentiment de frustration d'autant plus fort que la capitale régionale se révèle un pôle d'attraction pour la formation, pour l'emploi et maintenant pour les loisirs des jeunes. C'est en quelque sorte le Léviathan languedocien qui prend corps à quelques dizaines de kilomètres. Mais les biterrois oublient facilement que l'essor montpelliérain est chose rare en France, que cette ville est en tête des agglomérations françaises avec Grenoble, Caen et quelques autres.

		Indice 100 en 1968			Indice 100 en 1968		
		1954	1962	1968	1975	1968	1975
ÉVOLUTION	Béziers	100	114	122	129	100	106
	Montpellier	100	122	166	197	100	118
DÉMOGRAPHIQUE	Nîmes	100	112	140	143	100	103
COMPARÉE	Perpignan	100	119	144	152	100	106
	Hérault	100	110	125	137	100	110
	Languedoc	100	110	121	123	100	102
	France	100	108	116	123	100	106

La référence de proximité laisse ignorer que Béziers se situe à un niveau légèrement supérieur à la moyenne nationale et régionale.

En fait, hors des références volontairement négatives, Béziers peut apparaître aussi comme une ville moyenne (84 000 habitants au dernier recensement) ayant une dynamique propre comparable à celle du pays tout entier ; mais alors que ce dernier passait par une très longue phase d'expansion, la ville, elle, se trouvait confrontée à l'exode agricole vidant sa plaine environnante et à la déstructuration de son économie viti-vinicole.

N'est-ce pas aussi une certaine forme de réussite que d'avoir maintenu un régime de croisière moyen face à de telles difficultés ?

La vigne, Montpellier, la mutation seront des soucis permanents de notre réflexion.

L'AGGLOMÉRATION BITERROISE

Lorsque l'on étudie la structuration démo-économique languedocienne, on dégage très rapidement l'image contrastée d'un Languedoc urbain littoral, dynamique et celle d'un Languedoc de garrigue et de moyenne montagne en proie au déclin, à la désertification. Les deux espaces sont l'objet de mutations profondes, celles du second étant très souvent commandées par l'évolution de la plaine.

Le Biterrois s'inscrit dans cette plaine littorale où la démographie communale obéit depuis vingt ans à une croissance continue. Or le territoire de ces communes est tout entier consacré à la production de vin. Croissance démographique et viticulture ne vont plus de pair depuis le siècle dernier. C'est donc que le soubassement économique de cette expansion démographique se trouve ailleurs que dans les vignes. La diffusion déjà ancienne des résidences, la diffusion plus récente des activités à partir de la ville sont des phénomènes sous-jacents.

Il est, en conséquence, nécessaire d'essayer de délimiter la zone d'influence immédiate de la ville.

Pour circonscrire l'agglomération biterroise, nous avons retenu les communes qui ont eu depuis 1954, et plus précisément dans les années soixante-dix, une croissance démographique continue. Nous aboutissons ainsi à un ensemble de 32 communes regroupant, en 1975, plus de 43 000 habitants. Par rapport à 1954, le progrès de cet ensemble est de 20 % contre 29 % à la ville ; par rapport à 1968, il est de 7 % contre 6% à la ville (3).

Béziers est donc, pour nous, le centre d'une agglomération, regroupant 127 000 personnes en 1975, dont les deux-tiers sont concentrés en ville. La vie économique de cet ensemble repose encore, pour partie, sur la vigne puisque 29 % de sa population active est employée par l'agriculture. En fait, c'est un milieu complexe que nous décrivons ici ; il regroupe au total près de 127 000 personnes et plus de 41 000 actifs, parmi lesquels près de 10 000 passent tous les jours de leur commune de résidence à leur commune d'emploi et de 12 000 sont employés dans l'agriculture.

Toute appréhension de la ville, pour être satisfaisante à nos yeux, doit passer par cette dimension. Elle seule permet de mettre en oeuvre un urbanisme en harmonie avec l'insertion spatiale des hommes et des activités de la zone urbaine. Elle est par ailleurs la base indispensable aux stratégies à mettre en place, puisqu'elle englobe des espaces différenciés et complémentaires : les vignes, mais aussi les plages et leur tourisme balnéaire, le centre-ville comme les champs des grands aménagements en oeuvre. Par ailleurs cette conception de la ville l'amène tout naturellement à se définir, à se projeter non pas dans les limites administratives, mais au sein de la zone urbaine languedocienne, en relation, au moins, avec les villes voisines, Agde et Narbonne.

Cette conception déterminera systématiquement le champ de notre observation, en tout cas jusqu'aux limites du possible, imposées notamment par la structuration de l'information.

Par ailleurs, l'évolution postérieure à 1975, fondée sur l'observation des indicateurs indirects de l'occupation spatiale montre l'importance stratégique de cette appréhension du phénomène urbain : tous (croissance naturelle, logements mis en chantier, consommation d'électricité basse tension, effectifs scolaires, etc.) donnent, depuis 1975, l'image d'une ville en progrès faible et d'une agglomération en expansion très forte.

LES COMPOSANTES DÉMOGRAPHIQUES

L'ensemble biterrois regroupait 127 500 personnes en 1975. Parti de 100 000 à peu près en 1954, il a connu une évolution de 26 %, légèrement supérieure à celle du Languedoc ou de la France, toutes deux de 23 %. Dans cette acceptation de l'unité urbaine, la comparaison ville-région-pays devient plus cohérente dans la mesure où le contenu des trois niveaux est aussi hétérogène. Dans la période plus récente, 1968-1975 le plus 6 % de Béziers et de son agglomération est confronté à un plus 2 % du Languedoc et plus 6 % de la France.

Cette croissance qui peut être jugée satisfaisante dans sa normalité en référence au pays, relève pour l'essentiel des migrations. Elles donnent une information très contrastée par rapport aux images couramment véhiculées dans la conversation locale. Dans cette sphère, on retient le départ des jeunes pour trouver du travail, le retour au pays en période de retraite, l'image du recentrage sur la ville des populations éparpillées dans l'agglomération en raison de l'évolution du prix de l'essence.

Nous venons de voir ce qu'il en est de la croissance démographique de la couronne urbaine. Le facteur âge aussi mérite attention.

La décomposition en fonction de l'âge donne des flux inversés. Nous enregistrons des gains (c'est-à-dire des arrivées supérieures aux départs) pour les jeunes de moins de 15 ans. Au-delà, les soldes se renversent pour devenir à nouveau favorables à partir de 30 ans. Pour les retraités, les flux d'arrivées et de départ s'équilibrent à peu près. Cette vision mécaniste peut nourrir une conception plus hypothétique mais plus utile du phénomène. La ville (puisqu'il ne s'agit ici que d'elle) rejette les jeunes au moment de leur accession au marché du travail faute de pouvoir les intégrer, mais elle accueille les jeunes ménages à la trentaine, en charge d'enfants. Les taux d'activité des divers flux confirment cette hypothèse : un taux d'activité très élevé pour les départs de jeunes célibataires, partant parce que certains d'un débouché ailleurs, un taux d'activité très faible pour les arrivées, un actif pour quatre personnes, c'est-à-dire un par ménage en moyenne.

Au plan qualitatif toujours, les flux migratoires décrivent une prolétarianisation en œuvre : les arrivées sont marquées par les catégories ouvriers-employés ; les départs comportent davantage de cadres ; c'est probablement un effet de la scolarisation plus poussée.

Au plan géographique, ces migrations prennent un relief intéressant. La ville gagne sur l'étranger, sur la métropole, sur le réseau urbain languedocien ; elle perd vis-à-vis de Montpellier et les communes rurales de son département, probablement sa couronne urbaine.

Le long passé d'émigration, le jeu des migrations actuelles, le fléchissement général de la natalité, impliquent un vieillissement de la population et l'écart du taux d'activité local par rapport à son homologue national.

Le vieillissement s'inscrit dans l'évolution de l'âge moyen. Il passe de 36,7 ans en 1954 à 39,2 ans en 1975. Mais il convient de noter que, de 1968 à 1975, il y a un rajeunissement certes très limité (39,7 contre 39,2 ans) peut-être plus significatif en référence au vieillissement continu du Languedoc. Les mouvements migratoires décrits plus haut expliquent cette situation stabilisée.

Par rapport aux autres villes, Béziers présente un élément positif, le pourcentage des moins de 15 ans mais aussi une charge beaucoup plus forte de personnes de plus de 65 ans. Elle est en cela très différente de Montpellier.

Pourcentage élevé de jeunes en âge de scolarisation, forte proportion de personnes à la retraite se répercutent sur le taux d'activité nettement plus faible ici que dans l'ensemble national. C'est une constatation qui est ancienne mais elle se trouve aggravée : l'écart était de 5 points en 1954, il est passé à 6,7 en 1975.

À la situation héritée du passé, où la vigne ne créait pas d'emploi (sinon saisonnier) pour la femme, vient se superposer le jeu des migrations déjà mentionné. Des départs à fort taux d'activité, des arrivées à très faible coefficient d'actifs contribuent à ce creusement de l'écart par rapport à la moyenne nationale. En référence au plan régional, Béziers se trouve en situation normale.

L'agglomération, elle, voit son taux d'activité baisser par le jeu du vieillissement de la population agricole de base et des migrations portant sur les jeunes ménages. Il passe de 34,2 à 32,1 de 1968 à 1975, alors que, dans le même temps et en corrélation, celui de la ville se redresse.

UNE ÉCONOMIE TRANSFORMÉE

Pour juger de l'économie dans des espaces aussi réduits que des communes, on passe toujours par l'emploi, seul objet de mesures systématiques. Il va de soi qu'un tel indicateur perd de sa portée informative notamment dans la période de mutation actuelle où le capital élargit considérablement son rôle dans la production. Mais les recensements des entreprises sont de qualité médiocre et ne donnent pas d'information sur leur activité. Nous resterons donc à l'emploi, unité commune, pour juger de l'économie urbaine dans sa globalité.

Prise dans sa dimension longue (de 1954 à 1975) ou courte (de 1968 à 1975), l'évolution de l'emploi de Béziers est satisfaisante par rapport à l'évolution de l'emploi en Languedoc et en France.

	Béziers	<u>Évolution</u> Languedoc	France
1954-75	Plus 30 %	Plus 12 %	Plus 12 %
1968-75	Plus 4 % lieu de résid. Plus 5 % lieu de travail.	Plus 2 %	Plus 6 %

Mais là ne se portent pas les regards de bien des Biterrois, ils scrutent l'essor montpelliérain qui est considérable à l'instar de celui de la population / plus 113 % en longue période, plus 19 % plus récemment.

La deuxième caractéristique de cette évolution biterroise c'est qu'elle recouvre une véritable mutation. Le poids des secteurs d'activité a largement changé dans la période. On constate l'effacement de l'agriculture, la diminution du poids relatif de l'industrie (mais en valeur absolue l'emploi industriel s'est maintenu), les progrès du bâtiment, l'essor du tertiaire, plus particulièrement les services publics. C'est toute une mutation qui s'est opérée dans les chemins de celle de l'économie nationale mais avec une résonance particulière ici en raison de la présence agricole. Tout cela donne à l'économie biterroise actuelle une structure originale, notamment par rapport à la répartition de l'emploi montpelliérain.

Secteurs	Béziers	Montpellier
Agriculture.....	5%	1 %
Industrie, bâtiment.....	27%	22%
Services privés.....	52%	50%
Service publics	16%	27%

Le poids de l'agriculture tout comme celui de l'industrie est le résultat d'une rémanence des caractéristiques passées que la ville a su conserver jusqu'à aujourd'hui. La place des services publics est le simple reflet de la structuration administrative française. Le pourcentage très voisin du tertiaire privé cache, ici, la faiblesse du service aux ménages et aux entreprises, compensée par l'importance du commerce, elle aussi en relation avec l'ère viti-vinicole.

Vue globalement, l'économie biterroise s'est considérablement transformée, mais elle conserve encore des caractéristiques propres comme chacune des villes de la région.

En outre, il est bon de s'interroger sur l'agglomération dans sa globalité. La démarche présente un intérêt dans la mesure où c'est l'ensemble qui est significatif en termes de fonctionnement économique comme en termes de dynamique. Les commerces vestimentaires de Béziers, les grandes surfaces ont une activité en étroite relation avec cet ensemble productif qu'est l'agglomération.

On passe alors à une définition de l'unité urbaine qui réunit 42 000 actifs, où la grande novation est qu'elle englobe l'agriculture. Mais, elle aussi, par ses consommations, par son appel de plus en plus fort à la main-d'œuvre immigrée, s'intègre à l'économie, à la société locale, tout comme les nouveaux résidents entraînent les communes périphériques dans un ensemble résidentiel qui les dépasse.

La structure de l'emploi est alors très différente.

		<u>Agglomération</u>		<u>Béziers</u>		<u>Total</u>	
STRUCTURE	Agriculture	4 296	31	1 510	5	5 806	14
DE L'EMPLOI DE	Industrie.....	1 636	12	4 415	6	6 051	14
L'AGGLOMÉRATION	Bâtiment	2 104	15	3 000	11	5 104	12
BITERROISE	Services	5 966	42	19 140	68	25 106	60
		14 002	100	28 065	100	42 067	100

UN POTENTIEL RÉNOVÉ

Une analyse du secteur industriel menée en profondeur permet de savoir quel est le contenu réel des statistiques simplificatrices dont nous disposons. Elle a été menée à partir du fichier de la Chambre de Commerce et d'Industrie ; elle porte sur les entreprises de plus de 10 salariés recensées au 1^{er} janvier 1981.

Cela représente 57 entreprises regroupant 65 emplois. Il s'agissait d'essayer d'identifier pour chacune l'espace de décision dans lequel elle se situait. Nous avons posé les questions suivantes. Est-elle une entreprise locale depuis la décision jusqu'à la production et à l'écoulement ? N'est-elle qu'un simple relais local de production pour lequel ... ➤

... décision préalable et distribution ultérieure s'inscrivent dans des réseaux largement extérieurs ? C'est tout le problème de l'enracinement – et donc d'un transfert éventuel – qui est posé. Il mérite qu'on s'y arrête. S'il était besoin de le prouver, il suffirait de rappeler le cas de telle unité métallurgique implantée à Béziers il y a quelques années, qui n'ayant pu trouver le marché régional supputé, vient d'être arrêtée. Le centre de décision n'a plus aucune raison particulière de s'intéresser à la région. Il raye l'atelier de son organigramme. Une entreprise locale aurait peut-être été plus attentive à la reconversion en privilégiant dans sa stratégie le lieu d'implantation.

Classées en raison de l'espace de décision auquel elles appartiennent, les entreprises se répartissent :

- international	:	6	entreprises,.....	1 390	salariés,
- national	:	11	entreprises,.....	547	salariés,
- local	:	40	entreprises,.....	1 128	salariés.

Trois mondes par le nombre et par taille de l'établissement : la première catégorie a en moyenne 230 salariés, la deuxième 49, la troisième 28.

Triées sur le critère de leur marché, la répartition est différente :

- marché international	:	9	entreprises,	1 462	salariés,
- marché national	:	28	entreprises,	1 246	salariés,
- marché local	:	20	entreprises,	357	salariés.

Cela montre qu'il n'y a pas de lien systématique entre espace de décision et espace de distribution. Certes les entreprises appartenant à un réseau international ont, à une exception près, un marché excédant la région. De même, les entreprises d'ampleur nationale localisent ici des productions destinées à un vaste marché. Mais on découvre aussi des entreprises locales qui ont su se doter d'une stratégie visant des marchés extérieurs dans des créneaux. C'est un tremplin à offrir à des initiatives complémentaires.

L'enquête menée visait aussi à identifier les liens avec l'ancienne économie viti-vinicole qui avait su structurer une industrie non négligeable. Si on suit la perspective historique, c'est-à-dire si l'on classe comme liée à la vigne toute entreprise encore physiquement existante, localisée à sa création en raison de la viticulture, on peut dire qu'il reste 13 entreprises regroupant 840 salariés. Mais si l'on prend en charge le simple lien actuel, on tombe à 9 entreprises offrant 276 emplois. La relève est assurée, la mutation achevée. Nous l'avions constaté statistiquement au départ en enregistrant les transferts sectoriels de main-d'œuvre, nous faisons ici la même constatation en partant, cette fois-ci, des entreprises. La Société *Cameron Iron Works* et sa sous-traitance ont aujourd'hui un autre poids que le passé et que la production actuelle de vin dans la structure industrielle locale.

Mais il convient d'insister sur la réussite de cette reconversion opérée, même si elle peut paraître insuffisante dans sa capacité présente d'emploi. Alès a connu d'autres difficultés, la D.A.T.A.R. a largement contribué à son redressement actuel. À Béziers, les choix se sont faits moins brutalement mais sans véritable aide extérieure. Cette image de reconversion réussie doit servir la stratégie d'un développement complémentaire.

Dans ce milieu industriel rénové, relativement bien intégré aux réseaux nationaux et internationaux, quels sont les secteurs porteurs ? Il s'agit des industries mécaniques principalement structurées autour de la *Cameron Iron Works* et de ses sous-traitants fabriquant de la robinetterie, puis des industries agro-alimentaires, dépendantes pour partie de la production de vin mais aussi localisées ici en fonction d'un marché régional (biscuiterie par exemple).

Si l'on s'interroge sur l'agglomération ressortent les deux mêmes points forts : l'industrie mécanique et les industries agro-alimentaires. On trouve en outre, une espèce d'embryon industriel extérieur à la ville, situé à l'ouest, de part et d'autre de l'axe vers Narbonne.

En termes de dynamique des effectifs, on retrouve les industries mécaniques, auxquelles s'ajoutent la chimie et les industries du meuble. Par contre l'industrie agro-alimentaire ne maintient pas le niveau d'emploi qu'elle représentait sans pour autant que la production diminue, loin de là.

UN SECTEUR TERTIAIRE SUSCEPTIBLE DE DÉVELOPPEMENTS ULTÉRIEURS

L'image trop souvent retenue est celle d'un secteur des services excédentaire. Ce jugement contribue à donner un sentiment de déséquilibre, de fragilité.

Cette affirmation suppose une référence implicite à l'équilibre, à la sécurité. À quoi correspond-elle ? Probablement l'industrie porteuse du développement national pendant plus d'un siècle, offre-t-elle toujours un symbole de garantie, de certitude, de durabilité. Or il s'avère bien que, au moins en termes d'emplois, la force industrielle tend à se réduire. Mais les Languedociens n'ont pas encore pris la dimension des problèmes des régions industrielles du Nord et de l'Est de la France. Par ailleurs, le secteur tertiaire véhicule toujours avec lui le cliché de parasite. Le service, c'est encore trop fréquemment les intermédiaires dont on retient qu'ils allongent, compliquent, renchérissent la distribution. En fait, le tertiaire, c'est bien autre chose de plus large, de plus productif. Mentionnons le rôle des activités vouées au tourisme qui assurent, en simples termes économiques, une considérable entrée nette de devises.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut méconnaître l'intérêt de la promotion industrielle, mais il faut prendre conscience que c'est une voie de développement étroite et que les temps ne sont plus où l'on pouvait espérer résoudre toutes les difficultés par l'installation d'une entreprise géante.

Le tertiaire, lui, démontre qu'il peut être un secteur porteur de mutation, de développement. La réalité montpelliéraine pourrait convaincre les Biterrois et cela d'autant mieux que, contrairement à l'idée reçue, le tertiaire n'est pas excédentaire à Béziers.

En pourcentage de la population active, il représente les deux tiers, alors qu'à Montpellier il atteint les trois quarts. La marge est importante.

Mais il est une autre manière de juger l'emploi tertiaire, en tenant compte de sa finalité. Dans la plupart des cas, cet emploi existe en raison même de la présence de populations, quelquefois d'activités, qu'il sert. Il est donc logique pour porter appréciation sur le niveau de cet emploi de prêter attention à cette relation. Alors, le jugement sur le tertiaire à Béziers devient plus nuancé. Globalement Béziers est déficitaire le nombre d'emplois au service de 100 Biterrois est à peine supérieur au volume d'emplois correspondant au plan France entière. Pour une ville, lieu privilégié d'implantation de services, c'est une égalité qui correspond à un sous-développement. Dans le détail, nous trouvons des secteurs excédentaires donc peu porteurs d'une dynamique ultérieure ; mais d'autres sont déficitaires et, eux sont susceptibles de croissance.

Ainsi, le transport, en relation avec l'acheminement du vin, est dans une situation largement supérieure à celle qu'il a dans les autres villes il est probable que son développement potentiel est limité.

La part du commerce est à Béziers (comme à Perpignan), très nettement au-dessus de la moyenne là encore la dynamique prévisible est limitée surtout pour les commerces non alimentaires.

Par contre, les autres services sont déficitaires donc susceptibles de rattrapage. C'est vrai pour l'hôtellerie, la restauration, les services aux entreprises comme aux particuliers. C'est particulièrement notable pour les services non marchands. L'encadrement administratif est limité ; la fonction de sous-préfecture n'induit que peu d'emplois et par ailleurs il n'existe pas d'administrations décentralisées, même pas de relais militaire.

Dès lors que l'on s'est livré à cette analyse, les accroissements de l'emploi tertiaire mesurés entre 1968 et 1975 deviennent tout à fait cohérents ; transport, commerce, plafonnent, les services progressent, l'administration se développe plus que dans toutes les autres villes de la région.

Toute stratégie collective ou individuelle prenant pour base cette analyse est garantie d'un coefficient de réussite élevé. Au plan individuel il peut s'agir de la création d'entreprise de service, au plan collectif d'exiger un relèvement du taux d'encadrement administratif au besoin par le transfert de services décentralisés, non liés aux besoins locaux directs. Si cette voie n'est pas porteuse d'une certitude de réussite, celle du développement automatique des services nous semble évidente, surtout si l'on intègre l'importance de l'agglomération, par définition peu équipée en matière de services.

L'ÉVOLUTION RÉCENTE. CROISSANCE POURSUIVIE ET CHÔMAGE

Le recensement de 1975 est une base d'informations déjà ancienne. De plus les temps ne sont plus à la certitude ; il convient donc d'essayer d'actualiser le jugement sur l'économie locale en tâchant de percevoir l'évolution.

Au plan démographique tout d'abord. Multiples sont les indicateurs mais tous, fort incertains : l'état civil montre la stagnation de la ville et le déficit de l'agglomération. Premier éclairage négatif, mais l'impact est tempéré par l'âge moyen élevé, par les flux migratoires « fournisseurs » d'enfants nés à l'extérieur. La construction par contre offre une tendance plus dynamique. Certes, en ville les mises en chantiers de logements neufs ont baissé de 48 % entre 1975 et 1979 (à Montpellier la baisse est de 77 %), mais l'agglomération enregistre un progrès de 54 % dans la même période, qui ne s'explique pas par la seule construction de résidences secondaires dans les communes littorales. Les consommations d'électricité basse tension donnent une croissance locale comparable à celle des autres villes et toujours l'augmentation en flèche dans l'agglomération. L'évolution des effectifs scolarisés dénote le même phénomène de transfert. Les masses de revenus déclarés au fisc en vue de l'établissement de l'I.R.P.P. sont en concordance.

Il semble donc qu'on puisse sans grand risque augurer une croissance maintenue de la ville accompagnée d'une augmentation accélérée de la population de la périphérie.

Le jeu combiné de divers taux tendrait à définir Béziers autour de 90 000 habitants et l'ensemble de l'agglomération au moins à 130 000 habitants en 1980. Il faut alors trouver confirmation de cette évolution positive dans des éléments du domaine économique.

En matière d'emploi, nous trouvons donc un appui dans les statistiques fournies par l'A.S.S.E.D.I.C. L'emploi global progresse de 3 % à Béziers. Ce progrès situe Béziers dans la moyenne nationale (2 %), mais en retard sur l'évolution régionale (+ 7 %), fortement marquée par l'évolution montpelliéraine (+ 16 %). La constatation habituelle s'impose une fois encore : Béziers, ville moyenne au comportement moyen, voit l'écart se creuser par rapport à la capitale régionale.

Cette évolution globale résulte pour partie du recul de l'emploi industriel et notamment de l'emploi féminin industriel. Ce déclin s'explique dans l'effritement de l'activité d'entreprises produisant des besoins de consommation (industrie agro-alimentaire et habillement) Un point favorable apparaît avec le maintien de l'emploi du bâtiment malgré les avatars des grandes entreprises locales. La mutation laisse l'emploi étale par multiplication des petites entreprises ; c'est une constatation qui ne s'imposait pas à priori.

Les effectifs du secteur tertiaire privé croissent normalement dans la période. Dans le même temps il semble bien, grâce à un pointage rapide et incomplet, que l'emploi du secteur public se soit développé de manière beaucoup plus rapide.

Globalement, dans la période postérieure à 1975, on assiste à un progrès limité mais certain de l'emploi dans la zone biterroise. Certes il y a un dégagement d'emplois dans le secteur industriel, mais il est compensé par les progrès des autres secteurs. Cette évolution positive comparable à celle de la France s'accompagne ici d'une croissance du chômage beaucoup plus forte. Il convient d'expliquer la relation qui unit les deux évolutions et qui peuvent paraître paradoxales.

Le dégagement d'effectif par les industries, notamment de l'emploi féminin, fournit une première explication, mais l'agglomération étant peu industrielle, ce n'est pas à ce niveau que nous trouverons la solution totale du décalage. D'ailleurs l'activité secondaire est ici très marquée par le bâtiment dont le volume d'emploi reste stable ; il n'y a donc pas, dans ce secteur lourd de l'économie biterroise, source particulière d'accélération du chômage. De même le tertiaire ne concourt pas en soi à cette situation aggravée.

Les difficultés à accéder au marché du travail offrent un deuxième élément explicatif du taux de chômage local. Il y a tout d'abord les difficultés à s'employer sur place, la dynamique de l'emploi tertiaire est trop limitée pour absorber les nouvelles générations d'actifs. Mais il y a aussi les difficultés d'embauche dans les régions généralement pourvoyeuses d'emplois pour les jeunes Languedociens. Incontestablement, nous devons toucher là un frein à l'émigration : les jeunes ne trouvant pas de travail restent dans leur famille qui leur assure le nécessaire.

Le haut niveau du chômage local trouve aussi une partie de son fondement dans la faiblesse du taux d'activité féminin ; un nombre de femmes, proportionnellement plus fort ici qu'ailleurs, souhaiterait travailler mais ne le peut. Qui plus est, le jeu des migrations contribue au gonflement du taux de chômage. Rappelons que l'essentiel des arrivées concerne les jeunes ménages. On peut facilement faire l'hypothèse que le ménage arrive avec un seul emploi assuré et que le conjoint, en recherche d'emploi concourt lui aussi au progrès du chômage local. La vérification de l'hypothèse n'est pas chose aisée. Mais, si on l'admet, on comprend mieux la situation des régions du sud de la France, régions certes à faiblesse structurelle de l'emploi, mais régions aussi de développement récent et de forte immigration.

Ce développement récent attire des actifs et gonfle le chômage ; les locaux sont moins tentés de partir parce que l'éventualité d'un emploi sur place est moins incertaine, alors même que la probabilité d'un emploi à Paris, dans le Nord ou l'Est diminue fortement. Par ailleurs la mutation, le développement imposent des qualifications insuffisamment représentées sur place et expliquent un courant d'immigration important ; cette immigration, nous l'avons vu, renforce facilement le chômage. Il n'est pas exclu enfin que soleil, emplois touristiques saisonniers et éventualité d'emploi au Sud drainent vers ici des populations en recherche d'emploi ; autrefois, elles auraient trouvé d'autres destinations plus traditionnelles. Ainsi développement et chômage ne sont pas nécessairement incompatibles et au contraire se justifient l'un l'autre.

L'analyse de l'évolution des revenus à travers des déclarations fiscales confirme cette proposition.

UN REVENU FAIBLE MAIS QUI ÉVOLUE FAVORABLEMENT

Il existe peu d'information globale disponible au plan communal hormis la population et le parc immobilier, c'est-à-dire quelques indicateurs sur le patrimoine. Mais il n'y a rien en matière de fonctionnement. Il y a des hommes, il y a des entreprises, mais quel est le résultat annuel de leur activité ? Avec l'autorisation des services des finances, mais surtout avec un travail de bénédictin effectué par des étudiants, nous avons pu dresser l'évolution des ressources déclarées au fisc. Cela veut dire qu'il y a une différence entre cet éclairage et la réalité de la richesse économique de la ville, mais faute de mieux, nous allons tenter une approche de l'évolution de 1974 à 1978, dernière année disponible à ce jour.

Reflet de la réalité ou de la loi fiscale, la structure des revenus soumis à imposition, dans les déclarations des individus concernant leurs revenus, reste parfaitement stable au cours de la période. Traitements et pensions regroupent un peu moins des trois quarts des revenus, les activités industrielles et commerciales fournissent 12 % de la masse, les professions de service 8 %, l'agriculture a disparu avec un point seulement.

La stabilité est aussi le propre de la structure des revenus imposables pour l'ensemble national au cours de la même période, mais la structure est différente.

La structure de la population active trouve ici un écho, un pourcentage d'ouvriers moins élevé à Béziers qu'en France, un secteur tertiaire proportionnellement plus fort peuvent expliquer la différence peut-être aussi le niveau de revenu moyen pour les salariés est-il à la base de la différence ? Nous n'avons pas d'éléments pour trancher. Cela restera une hypothèse de travail.

La structure des revenus (fiscalement définis) pour l'agglomération est fort peu différente de celle de la ville proprement dite.

L'agriculture disparaît presque de la zone. Certes la réalité économique et la réalité fiscale sont, pour des raisons diverses, assez distendues ; mais entre les 12 % donnés par la structure de la main-d'œuvre et les 3 % en provenance de l'analyse fiscale, il devient évident que l'agriculture, base économique immédiate de l'agglomération s'estompe ...>

... largement même dans une zone regroupant plus de trente communes de la plaine viticole.

Seul élément de jugement en matière de revenu moyen, la division du montant du revenu déclaré par la population recensée en 1975 en France et à Béziers. On aboutit à un écart à peu près constant sur la période 1974 à 1978, de l'ordre de 17 % en défaveur de Béziers. Cela revient à dire que l'évolution est comparable, de 1974 à 1978. La différence entre Béziers et la moyenne française apparaît ainsi globalement comme un phénomène de structure permanent sur lequel la conjoncture n'a eu guère d'effet au plan des revenus déclarés depuis le début de la crise. L'écart est d'ailleurs très symptomatique de la situation du Languedoc dans l'économie française.

Globalement, le revenu imposable évolue à l'identique à Béziers et en France. Par contre, l'agglomération a un comportement plus original ; elle traduit le repeuplement des villages, le remplacement des activités agricoles par d'autres, fiscalement au moins, plus rémunératrices. En effet, quand le revenu français ou biterrois gagne 50 %, le revenu de l'agglomération, lui, double.

Cela donne un revenu global (Béziers plus agglomération) qui a augmenté légèrement plus vite que le revenu national plus de 83 % contre 67 %. Chacune des composantes du revenu (B.I.C., professions non commerciales, traitements et pensions) augmente de manière analogue (de l'ordre de 90 % de 1974 à 1978). Chacune de ces catégories évolue mieux que son homologue national, cela est particulièrement net pour les B.I.C. Par contre l'agriculture régionale s'inscrit à contre-courant, à la fois par référence à l'ensemble des revenus languedociens et aux revenus agricoles français.

On retrouve ici encore le transfert de la ville vers son environnement. Partant de la même référence en 1974, nous retrouvons la France à 167, la ville à 178, l'ensemble ville plus agglomération seules à 206. C'est pour nous une preuve à la fois de la dynamique de l'économie biterroise et de la façon dont la vie économique s'inscrit sur le territoire local. D'un côté nous constatons un développement de l'emploi, de l'autre un développement des revenus. Les deux éclairages sont concordants et ne laissent que peu de place au doute.

De cette analyse de la vie économique locale se détache l'image d'une ville transformée dans son contenu, maintenue dans des performances moyennes malgré cette mutation, d'une ville largement étendue dans une couronne d'urbanisation diffuse large, complexe et vivace. Rien de spécifiquement original capable de constituer une rampe de lancement renouvelé. Pas d'entreprise au standing international ou national affirmé offrant un symbole de réussite rayonnante. La seule voie offerte réside dans la capacité de régénération qu'à manifestée la ville. Elle a transformé discrètement mais sûrement son industrie ; son fonctionnement a pris de la distance vis-à-vis de la structuration viticole sans préjudice majeur. La régénération est en œuvre, pour la viticulture.

C'est cette capacité de se reprendre, de se transformer, de se promouvoir qu'il faut en permanence affirmer pour caractériser la ville.

Un prolongement est tout trouvé dans la réussite sportive locale en matière de rugby, symbole non négligeable dans un effort de compréhension de la vie locale.

En effet, l'économique n'a pas l'exclusive de la sémiologie. L'organisation urbaine peut servir de modèle. La caractéristique particulièrement éclatée de la vie urbaine ne peut-elle, elle aussi, servir de tremplin ? Imaginer, promouvoir, réussir une organisation originale concertée des communes n'est-il pas un creuset d'expérimentation sociale déjà tout préparé ?

Dans l'hypothèse où cette vision serait adoptée, elle impose nous semble-t-il une réflexion de la ville sur elle-même. C'est alors le quartier, l'association, le groupe qui constitue l'élément de base d'une concertation interne.

Cette vision, à la fois spatiale et fonctionnelle, définie, sert de crible à toute décision d'équipement. La cohérence du projet doit s'affirmer par rapport aux objectifs, à la ligne de conduite.

Le dialogue entre la conception centralisée et la conception diffuse des équipements pourra s'appliquer, de manière tout à fait naturelle, à la politique culturelle. Tous les choix opérés doivent passer par la mise en évidence de la portée centralisatrice ou éclatée de l'action mise en place.

Toujours en s'éloignant de la définition d'une véritable stratégie pour aller vers la mise en œuvre d'une politique tactique, plusieurs voies sont encore possibles.

Vis-à-vis du pouvoir central, valorisant la mutation réussie, il est jouable de négocier une politique d'aide, d'accélération à l'opération en marche. Cette démarche doit s'appliquer dans les domaines agricole et industriel, mais elle doit impérativement s'exercer vers une promotion tertiaire complémentaire à l'évolution passée, tout aussi bien qu'à la fonction touristique en expansion récente.

La même idée peut présider à une relation descendante depuis le pouvoir municipal vers les administrés. Dans cette voie, l'aide peut être cette fois-ci apportée pour susciter des opérations propres à favoriser, à accélérer la transformation économique de manière à obtenir une structuration plus cohérente. S'ils admettent cette conception, les pouvoirs locaux se doivent d'être attentifs à toute proposition. Si, au crible d'une stratégie affirmée, elle leur paraît digne d'intérêt, resteront à définir les modalités de l'aide à proposer. Une telle démarche implique le risque, la critique ; mais elle seule est porteuse d'une capacité de changement.

J. ROUZIER

NOTES

- 1) L'information servant de base à cette réflexion a été réunie par Frédéric Arène pour la rédaction de son mémoire de maîtrise en Sciences Économiques : « *Fonctionnement de l'économie biterroise* », Faculté de Droit et des Sciences Économiques, Montpellier, 1981.
- 2) A. Berger et F. Maurel : « *La viticulture et l'économie du Languedoc* », Les Éditions du Faubourg, Montpellier, 1980.
- 3) Communes de l'agglomération : Abeilhan, Bassan, Bessan, Boujan-sur-Libron, Cers, Colombiers, Corneilhan, Coulobres, Espondeilhan, Lespignan, Lieuran-les-Béziers, Lignan-sur-Orb, Magalas, Maraussan, Montady, Montblanc, Nissan-lez-Enserune, Pailhès, Poilhes, Portiragnes, Puimisson, Puissalicon, Saint-Geniès-le-Bas, Saint-Thibéry, Sauvian, Sérignan, Thézan, Valras, Vendres, Vias, Villeneuve-les-Béziers.

Année de parution : 1982

AU SOMMAIRE DU VOLUME 1982 n° 1



Jacques ROUZIER, Béziers, une ville en profonde mutation ;

Jean CLAPARÈDE, Le portail du château de Cambous (Hérault) ;

M. DERRUAU, Le vignoble du Bas-Languedoc est-il un vignoble de plaine ?

Henri MICHEL, In memoriam : Le professeur Émile Appolis (1903-1980) ;

Jean-Jacques JULLY, Céramiques grecques ou de type grec et autres céramiques en Languedoc Méditerranéen, Roussillon et Catalogne (VII^e-IV^e siècles avant notre ère).

<http://www.etudesheraultaises.fr/>

